



L'année 2021 s'annonce comme étant charnière pour la survie de nombreuses entreprises québécoises. Les mesures sanitaires mises en place dans la foulée de la pandémie ont eu pour effet de freiner les opérations d'un grand nombre de commerces et d'entreprises qui fournissent des emplois aux familles du Québec. Afin d'assurer le maintien et la progression de notre niveau de vie, le gouvernement devra poser des gestes concrets.

► THÈME 1

Un retour sans heurts à l'équilibre budgétaire

Au cours des derniers mois, les différents paliers de gouvernementaux ont dû dépenser des sommes astronomiques. Le gouvernement du Québec n'a pas été épargné, et le déficit projeté de 15 milliards \$ en 2020 représente un sommet historique. Bien que ce solde budgétaire négatif s'explique facilement par la nécessité de mettre en place des mesures afin de contrer les effets pervers de la pandémie sur l'économie et la société québécoise, il n'en demeure pas moins nécessaire de le résorber rapidement. On doit d'ailleurs se réjouir de l'intention du gouvernement de renouer avec l'équilibre budgétaire à moyen terme.

Bien qu'un consensus ait émergé au Québec au cours des dernières décennies quant à la nécessité de maintenir un solde budgétaire équilibré, il convient d'aborder les raisons pour lesquelles il s'agit d'un véritable impératif. Tout d'abord, le fait pour l'État de vivre selon ses moyens assure la pérennité des services publics payés par les contribuables. La cible claire du déficit zéro donne également des repères au gouvernement lorsqu'il évalue la possibilité d'effectuer une nouvelle dépense : quand il n'y a pas de limite, aucune dépense ne semble superflue. La direction claire que procure l'objectif du déficit zéro tend également à créer un sentiment de confiance au sein du milieu des affaires, ce qui contribue à attirer et à sécuriser des investissements privés.

Réduire les dépenses ou augmenter les impôts?

Une fois l'importance de revenir à l'équilibre budgétaire bien établie, on doit déterminer quelle option devrait être prise pour y arriver : doit-on réduire les dépenses ou plutôt augmenter les impôts?

Le poids de la fiscalité s'élevait à 38,9 % du PIB québécois pour l'année 2019, ce qui représente le taux de pression fiscale le plus élevé au Canada, et une augmentation par rapport à 2018¹. Des études menées par l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) indiquent également que les économies dans lesquelles le gouvernement taxe et dépense le plus sont moins dynamiques et enregistrent une croissance plus faible².

Du côté des dépenses, le Québec se classe parmi les provinces canadiennes qui ont les dépenses de programmes les plus élevées, alors qu'elles équivalaient à 22,2 % de son PIB en 2018-2019. À titre de comparaison, la moyenne canadienne était alors de 18,6 %³. Bien que ces données datent d'avant la pandémie, un constat demeure : le Québec taxe et dépense bien au-delà de la moyenne canadienne.

Or, rien n'indique que les services dispensés par le gouvernement du Québec ne soient d'une qualité justifiant des dépenses plus élevées que dans les autres provinces canadiennes. Par exemple, le taux de diplomation des élèves québécois du secondaire après sept ans est le plus faible au Canada⁴, alors que les dépenses par élèves n'ont pas cessé d'augmenter au fil des ans⁵. Il est certainement possible de croire que les dépenses du gouvernement du Québec sont parfois mal priorisées ou allouées de manière peu efficace.

Pour un comité permanent de révision des dépenses

Considérant l'ampleur des dépenses du gouvernement du Québec, il serait tout à fait illogique de croire que chaque denier public est investi de la meilleure façon possible, ou qu'aucun gain d'efficacité n'est envisageable.

Alors que le Québec tente de renouer avec l'équilibre budgétaire, il ferait bon de s'inspirer du plan de réduction du déficit mis en place par le gouvernement fédéral à la sortie de la crise économique mondiale de 2008-2009. En effet, un comité piloté par le Conseil du trésor a été mis en place avec une cible claire de réduction des dépenses escomptée⁶. En établissant une cible d'économie à réaliser dans chaque ministère ou organisme, il devient plus facile d'évaluer le mérite de chacune des propositions d'économies mises sur la table par chacun. Au final, ce comité a généré des économies récurrentes de plus de 5 milliards \$.

Dans le cadre d'un tel exercice, il est souvent préférable de cibler de façon prioritaire les économies pouvant être réalisées dans les processus administratifs plutôt que dans les services rendus aux citoyens. Pour en arriver à ces fins, il est préférable de travailler de concert avec la fonction publique, puisqu'ils sont ceux qui connaissent les rouages de l'administration publique. Bien entendu, le gouvernement devra être prêt à consacrer du temps et des efforts à un tel exercice.

► THÈME 2

Préparer nos entreprises pour la suite

La pandémie et les mesures de confinement mises en place pour y répondre ont grandement affecté les entreprises québécoises. Après tout, nous ne devons pas uniquement considérer les pertes de revenus pour celles-ci dans la dernière année, mais également penser aux projets d'expansion ou de modernisation qui ont été mis en veilleuse alors que des imprévus ont bouleversé l'ordre des priorités.

Jouer franc jeu avec les entreprises

D'importants programmes d'aide gouvernementale ont été créés afin de soutenir les entreprises québécoises au cours de la dernière année. Le gouvernement doit clairement énoncer que ces programmes sont voués à disparaître et fixer une date butoir afin de permettre aux entreprises de s'ajuster et de prendre les décisions qui s'imposent pour elles.

En procédant ainsi, il sera possible pour le gouvernement de gagner une certaine prévisibilité budgétaire et d'éviter de dépenser l'argent des contribuables dans des entreprises qui ne sont relèveront jamais de la crise. En effet, la crise aura sans doute pour effet d'accélérer le déclin de certaines entreprises qui se dirigeaient déjà vers la faillite. Le gouvernement doit être prêt à laisser celles-ci échouer plutôt que de prolonger leur agonie en les maintenant sur des programmes gouvernementaux agissant comme un respirateur artificiel. Nous voulons toutefois être clair : les mesures en place sont présentement largement nécessaires. Or, elles doivent être retirées aussitôt que raisonnable.

Prévisibilité réglementaire

Alors que les entrepreneurs ont passés la dernière année à revoir leurs priorités et leurs façons de faire plutôt que de se concentrer sur la croissance de leur

entreprise, il s'avère nécessaire de leur donner un certain répit au cours des prochaines années.

Le gouvernement devrait s'engager à ne pas rajouter au fardeau réglementaire déjà élevé des entreprises au cours des deux prochaines années. De cette façon, les énergies de nos entrepreneurs pourront être canalisées vers la croissance et la reconstruction de leurs entreprises plutôt que vers la mise en conformité.

À titre d'exemple, un projet de règlement visant à changer la composition des combustibles utilisés dans les procédés industriels pourrait avoir un impact très négatif sur le secteur manufacturier. Il serait préférable de permettre aux entreprises de se relever de la dernière crise avant d'augmenter de façon arbitraire leurs coûts de production.

► CONCLUSION

La dernière année a été pénible tant pour les Québécois que pour nos entreprises. Il est toutefois nécessaire de regarder vers l'avenir et de mettre en place les conditions gagnantes pour le Québec se relève de cette épreuve. Notre mémoire propose certaines mesures concrètes afin d'aider la province à renouer avec l'équilibre budgétaire et créer un environnement d'affaires avantageux pour nos entreprises.

Le gouvernement a joué un rôle important afin de soutenir les entreprises durant la crise. Or, il sera nécessaire au cours des prochains mois de retirer graduellement les mesures d'aide qui deviendront superflues et de plutôt garantir une certaine prévisibilité au secteur privé. C'est de cette façon que nous permettrons aux entreprises de recommencer à croître.

RÉFÉRENCES

1. <https://cffp.recherche.usherbrooke.ca/wp-content/uploads/2021/01/Bilan-de-la-fiscalite-Edition-2021.pdf>
2. Jean-Marc Fournier et Åsa Johansson, *The Effect of the Size and the Mix of Public Spending on Growth and Inequality*, OECD Economic.
3. https://cffp.recherche.usherbrooke.ca/wp-content/uploads/2020/06/cr_2020-09_cffp_panorama2020.pdf
4. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/81-604-x/2018001/t/tbla2.1-fra.htm>
5. https://www.iedm.org/wp-content/uploads/2019/08/lepoint1219_fr.pdf
6. <https://policyoptions.irpp.org/magazines/august-2019/returning-to-balanced-budgets-requires-a-careful-game-plan/>

L'IEDM est un think tank indépendant sur les politiques publiques basé à Montréal. Par ses publications, ses apparitions dans les médias et ses services consultatifs aux décideurs politiques, l'IEDM stimule les débats et les réformes des politiques publiques en se basant sur les principes établis de l'économie de marché et sur l'entrepreneuriat.

IEDM 1100, avenue des Canadiens-de-Montréal, bureau 351, Montréal QC H3B 2S2
T 514.273.0969 F 514.273.2581 iedm.org